



## 39ème Sommet de la SADC Vers un développement industriel inclusif et durable



POLITIQUE	3
SECURITE ALIMENTAIRE	4-5
CATASTROPHES	6
INFRASTRUCTURE	7
INTEGRATION	8-9
GENRE	10
PARLEMENT	11
BIODIVERSITE	12
PAIX & SECURITE	13
CONNAISSANCE	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

**LES LEADERS** d'Afrique australe se réunissent pour leur sommet annuel en août afin de définir le programme de développement de la région. Sous le thème « *Un environnement propice au développement industriel inclusif et durable, au commerce intra régional et à la création d'emplois* », le sommet examinera un large éventail de questions, notamment les progrès accomplis dans la réalisation de la vision à long terme d'une région unie, prospère et intégrée. Cette édition de l'Afrique Australe Aujourd'hui examine certaines des questions majeures qui devraient être débattues lors du 39ème Sommet de la SADC prévu à Dar es Salaam (République-Unie de Tanzanie) les 17 et 18 août.

### Bilan du programme d'industrialisation

L'un des points saillants sera le rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation et de la feuille de route 2015-2063 de la SADC, qui a été adoptée en 2015 pour libérer le potentiel industriel de la région.

L'industrialisation est une priorité absolue pour l'Afrique australe et depuis 2014, tous les sommets de la SADC ont été consacrés à la manière dont la région peut atteindre son développement industriel.

À cet égard, le 39ème Sommet de la SADC recevra un rapport d'avancement sur la manière dont les États membres mettent en œuvre diverses mesures pour accélérer la croissance économique par le développement industriel.

Conformément au thème du 39ème Sommet de la SADC, entre août 2019 et août 2020, les États membres s'attelleront à créer un environnement propice permettant au secteur privé et aux autres citoyens de la région de participer activement aux mesures visant à faire avancer le programme

d'industrialisation et d'en tirer pleinement parti. Afin de renforcer le niveau de développement industriel, aux niveaux national et régional, et de garantir la réalisation d'objectifs communs et la cohésion des politiques et stratégies d'industrialisation parmi les États membres, la SADC élabore actuellement un Protocole sur l'industrie, qui devrait être achevé en août 2019.

Le protocole constituera un instrument contraignant qui ancrera et donnera un effet juridique à la Stratégie d'Industrialisation et à la Feuille de route de la SADC et assurera une coordination, un suivi et une évaluation adéquats de la mise en œuvre.

Le protocole proposé devrait renforcer le niveau de développement industriel dans la région et faciliter l'harmonisation des politiques et des stratégies dans les États membres.

Là où les États membres ont déjà de telles politiques et stratégies, celles-ci devraient être revues et alignées sur la Stratégie et la Feuille de route pour l'industrialisation de la SADC.

### Situation de la sécurité alimentaire

Le Sommet devrait approuver des mesures visant à lutter contre l'insécurité alimentaire après une mauvaise récolte au cours de la saison agricole 2018/19.

Selon un *Rapport de Synthèse sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de la vulnérabilité en Afrique australe*, la région de la SADC a enregistré un déficit céréalier de plus de 5,4 millions de tonnes cette année.

Le rapport indique qu'environ 41,2 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire dans 13 États membres de la SADC cette année.

Le Sommet devrait approuver des stratégies visant à améliorer la sécurité alimentaire, notamment en fournissant une aide alimentaire aux populations touchées, en fournissant une alimentation supplémentaire d'urgence au bétail pour sauver le bétail et en important des céréales pour compléter leurs rendements réduits.

### Le développement des infrastructures

Une autre question clé à discuter concerne les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan directeur de développement des infrastructures régionales de la SADC (RIDMP).

Approuvé en 2012, le RIDMP est la stratégie de développement d'infrastructures régionales intégrées en Afrique australe, dont le coût est estimé à plus de 500 milliards de dollars américains pour répondre à la demande prévue d'ici 2027.

La mise en œuvre du RIDMP se déroule en trois phases, couvrant le Plan d'action à court terme (STAP) 2012-2017, le Plan d'action à moyen terme à l'horizon 2022 et le Plan d'action à long terme à mettre en œuvre jusqu'en 2027.

Les conclusions préliminaires d'une étude commandée par le secrétariat de la SADC montrent que la mise en œuvre de la plupart des projets STAP est en retard.

### Programme de la SADC pour l'après-2020

La SADC a entamé le processus de formulation d'une nouvelle vision du développement afin de succéder au Plan de Développement Stratégique



Indicatif Régional révisé (RISDP), approuvé en 2015 et qui va jusqu'en 2020.

Le processus d'examen devrait aboutir à l'élaboration d'un cadre pour la stratégie régionale post-2020 prenant en compte les principes et principes communs de la SADC ainsi que les processus mondiaux et continentaux tels que l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

Un an avant le Sommet de la SADC de 2020 (40ème), le 39ème sommet devrait faire le point sur les progrès accomplis dans la mise au point du programme de la SADC pour l'après-2020.

À cet égard, un rapport d'étape doit être présenté aux chefs d'État et de gouvernement pour délibération.

### Autonomisation du Genre

L'égalité des sexes et l'autonomisation sont fermement enracinées dans la Déclaration et le Traité de la SADC qui ont créé la communauté partagée de la SADC.

Les États Membres sont pleinement conscients que l'égalité et l'autonomisation des femmes et des hommes sont essentielles à la réalisation du développement durable.

Des progrès significatifs ont été accomplis en matière d'égalité des sexes dans la région, mais il reste encore beaucoup à faire.

À cet égard, le Sommet devrait explorer les moyens d'intensifier ses efforts pour promouvoir l'égalité des sexes et faire en sorte que les hommes et les femmes jouent un rôle actif dans la promotion de l'intégration régionale.

### Renforcer la paix et la sécurité

Sur le plan politique, les leaders devraient discuter de la situation en matière de paix et de sécurité dans la région.

La région a généralement bénéficié de la stabilité malgré quelques poches d'instabilité dans l'est de la République démocratique du Congo, le Royaume du Lesotho et Madagascar.

Le Sommet devrait faire le point sur les interventions entreprises par la région pour promouvoir la paix et la stabilité dans ces États Membres et d'autres.

Pour assurer un lien étroit entre l'alerte précoce et l'action rapide, la SADC a créé le centre régional d'alerte précoce et la région a déployé avec succès de nombreuses équipes stratégiques ayant eu un impact positif.

La Mission de prévention de la SADC au Lesotho, qui a été déployée en novembre 2017 pour stabiliser la situation politique et sécuritaire fragile et imprévisible du pays, a été la plus récente. Elle a achevé avec succès sa mission en novembre 2018.

Cela a favorisé le déploiement du Comité de surveillance de la SADC dans le Royaume du Lesotho et l'équipe qui a aidé le facilitateur de la SADC à participer au dialogue national et à la feuille de route pour les réformes.

### Financement durable de l'intégration régionale

Une autre question qui reste à l'ordre du jour du Sommet est la nécessité pour la SADC de mettre en place des modèles de financement durables pour faire avancer son programme régional. On estime qu'environ 10% seulement des projets régionaux sont financés par les États membres de la SADC, le reste provenant de partenaires internationaux de coopération. Cette situation a compromis la durabilité des programmes régionaux.

À la suite du 38ème Sommet de la SADC, le Secrétariat a été

chargé de finaliser le projet de Cadre de Mobilisation des Ressources régionales de la SADC, qui détermine la manière dont un espace fiscal peut être créé pour permettre aux États Membres de financer des activités, programmes et projets régionaux.

Un rapport d'avancement sur le Projet de Cadre de Mobilisation des Ressources Régionales de la SADC devrait donc être présenté aux leaders pour discussion.

### Zone de Libre Échange Continentale

Le Sommet devrait examiner comment les États membres peuvent tirer pleinement parti de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAF) entrée en vigueur en juillet.

La ZLEC est un marché élargi qui regroupe les 55 États membres de l'UA, couvrant un marché de plus de 1,2 milliard d'habitants et un produit intérieur brut (PIB) combiné de plus de 3 400 milliards de dollars américains.

La ZLECAF s'appuiera sur l'existence d'autres ZLE sur le continent tels que la ZLE de la SADC et la « Grande » ZLE en cours impliquant le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté Est Africaine et la SADC.

La création de la ZLECAF est l'un des projets ou initiatives phares de l'Agenda 2063 - L'Afrique que nous voulons, qui est une vision continentale et un cadre stratégique adopté par l'UA en 2013 pour optimiser l'utilisation des ressources du continent dans l'intérêt de tous les Africains.

# Instrument juridique pour réglementer la mise en œuvre de l'Univisa

LA SADC a entamé le processus d'élaboration d'un instrument juridique visant à réglementer la mise en œuvre d'un visa de tourisme unique pour la région.

Le système de visa unique, communément appelé Univisa Tourisme de la SADC permettra aux touristes et aux voyageurs de la région de se déplacer sans heurts d'une frontière à l'autre et entre les États membres, tout en encourageant les touristes à visiter plusieurs pays de la SADC.

À l'heure actuelle, les voyageurs se rendant dans la SADC doivent demander un visa chaque fois qu'ils ont l'intention de se rendre dans n'importe quel pays de la région, une situation que la plupart des voyageurs estiment coûteuse et qui constitue un obstacle à la mobilité dans la région.

À cet égard, un système de visa unique pour les voyageurs se rendant dans la région de la SADC est économiquement judicieux dans la mesure où il permet d'économiser du temps, de l'argent, des formalités administratives et facilite les voyages.

Pour assurer le succès et la bonne mise en œuvre de l'Univisa Tourisme de la SADC, le Secrétariat élabore un instrument juridique pour réglementer la mise en œuvre de l'Univisa et veiller à ce que toutes les vulnérabilités et les menaces à la sécurité soient corrigées en prévision du lancement de l'Univisa.

En fait, l'un des principaux défis qui a retardé le lancement de l'Univisa Tourisme de la SADC concerne les vulnérabilités en matière de sécurité et les menaces posées

par ce système de visa unique, y compris des problèmes administratifs et de coordination tels que l'accord politique, les procédures et les exigences pour la délivrance du visa aux voyageurs et aux touristes.

Par exemple, certains États membres de la SADC soutiennent que si le système Univisa n'est pas correctement et légalement constitué, sa mise en œuvre pourrait poser de graves problèmes de sécurité, tels que l'afflux d'immigrants clandestins dans certains pays.

En outre, les touristes pourraient choisir de visiter une ou plusieurs destinations de la SADC, d'où la nécessité de mettre en place un système de partage des revenus juste et équitable entre tous les États membres de la SADC.

Par conséquent, l'élaboration d'un instrument juridique visant à réglementer la mise en œuvre sans heurt d'un visa de tourisme unique pour la région garantira le succès de l'Univisa Tourisme de la SADC.

Alors que la région se prépare pour l'Univisa Tourisme de la SADC, un système pilote connu sous le nom de visa Kavango-Zambezi (KAZA), qui couvre les visiteurs d'autres régions en Zambie et au Zimbabwe, a été lancé avec succès en novembre 2014.

La mise en œuvre de l'Univisa KAZA devait initialement être déployée en quatre étapes différentes.

La phase pilote concernait la Zambie et le Zimbabwe, la prochaine étape devant concerner trois autres pays - l'Angola, le Botswana et la Namibie - qui forment ensemble les cinq membres de la

zone de conservation transfrontalière KAZA.

La KAZA TFCA couvre une superficie d'environ 444 000 kilomètres carrés et comprend 36 parcs nationaux, réserves animalières, réserves de conservation et zones de gestion animalières.

La zone de conservation regorge d'attractions touristiques telles que les chutes Victoria, entre la Zambie et le Zimbabwe, les peintures rupestres de San au Botswana et la faune et la flore absorbantes de la région.

Cette forte concentration d'attractions crée un tout nouvel éventail d'opportunités touristiques en Afrique australe, offrant de nouvelles opportunités de développement

socio-économique dans la SADC, ce qui se traduit par une intégration plus profonde entre les États membres.

Une fois que tous les pays de la KAZA feront partie de la KAZA Univisa, un plus grand nombre d'États membres de la SADC (Eswatini, Mozambique et Afrique du Sud) devraient adhérer au système Univisa.

Ensuite, la quatrième et dernière étape devrait voir tous les autres pays de la SADC restants - République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Seychelles et République-Unie de Tanzanie - rejoindre le système de visas, adoptant ainsi un Univisa dans la Région de la SADC. □

## La SADC dissout RETOSA

DANS LE cadre de ses efforts visant à réorganiser le secteur du tourisme dans la région, la SADC a approuvé les plans de dissolution de l'Organisation Régionale du Tourisme de l'Afrique australe.

Ceci est conforme aux dispositions de la Charte établissant RETOSA, et le Conseil de la SADC a depuis demandé au Secrétariat de mettre en place un mécanisme réaliste garantissant la réalisation des objectifs du programme de tourisme régional et de soumettre un rapport au Conseil lors de sa réunion du mois d'août en prévision du 39<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC prévu à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie.

Après la dissolution de RETOSA et de son conseil, le Comité des hauts fonctionnaires de la SADC chargé du tourisme a été chargé d'exercer les pouvoirs du conseil de RETOSA afin de s'assurer qu'il est en mesure de mener à bien toutes les activités, programmes et projets de RETOSA.

Fondée en 1997 en tant qu'organisation filiale de la SADC, RETOSA a été mandatée pour encourager et assister le développement du tourisme dans la région et commercialiser l'Afrique australe comme une destination touristique unique, multiforme.

Cependant, la plupart des objectifs n'ont pas été atteints en raison de divers problèmes, notamment le manque de capacités et les ressources limitées. □





## Situation modérée de la sécurité alimentaire de la SADC pour la saison 2018/19

par Kizito Sikuka

**UNE ÉVALUATION** de la sécurité alimentaire régionale indique que l'Afrique australe a un déficit céréalier de plus de 5,4 millions de tonnes cette année après une campagne agricole 2018/19 modérée.

Sur la base des 11 États membres de la SADC ayant fourni des bilans céréaliers pour l'année de récolte 2018/20, l'évaluation indique que la région a produit environ 37,5 millions de tonnes de céréales, contre 42,9 millions de tonnes en 2017/18.

Cela est conforme au « Rapport de Synthèse sur la situation de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la vulnérabilité en Afrique australe » approuvé par le comité de pilotage du programme d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité de la SADC (RVAA) qui s'est réuni le 5 juillet à Windhoek, en Namibie.

Les pays qui ont fourni des bilans céréaliers pour la campagne 2018/19 sont l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo, Eswatini, le Lesotho, le Malawi, la Namibie, l'Afrique du Sud, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Le rapport a révélé que la production céréalière d'Afrique du Sud, qui représente généralement la plus grande part de la production régionale, a diminué de 19 pour cent, passant de 18,7 millions de tonnes au cours de la campagne 2017/18 à 15,1 millions de tonnes au cours de la saison qui vient à peine de s'achever.

La Zambie, qui au cours des dernières années a largement contribué à la production céréalière régionale, a enregistré une baisse de 14,7 pour cent de sa production, qui est passée de 2,6 millions de tonnes en 2017/18 à 2,2 millions de tonnes en 2018/19.

La baisse de production la plus importante a toutefois été enregistrée au Botswana, où la production céréalière aurait reculé de 92 pour cent au cours de la campagne 2018-2019, tandis que la Namibie et le Lesotho ont enregistré des baisses respectives de 53 et 50 pour cent.

Les pays les moins touchés sont l'Angola et la Tanzanie, qui ont enregistré des baisses respectives de 1% et 4%.

Le maïs représente 80 pour cent de la production céréalière en Afrique australe. Le blé, le sorgho, le mil et le riz sont d'autres céréales importantes.

Selon le rapport d'évaluation de la sécurité alimentaire régionale, la baisse de la production céréalière indique qu'« environ 41,2 millions de personnes dans 13 États membres de la SADC sont en situation d'insécurité alimentaire cette année ».

Les 13 États membres sont l'Angola, le Botswana, la RDC, Eswatini, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Les trois autres États membres de la SADC - Maurice, l'Union des Comores et les Seychelles - n'ont pas fourni de chiffres sur leurs évaluations de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, ce qui signifie que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire

dans la région pourrait être plus élevé. La région de la SADC compte plus de 327 millions d'habitants.

« En comparant les 11 États membres qui ont fourni des données l'année dernière et cette année, l'insécurité alimentaire a augmenté de 28% », lit-on dans une partie du rapport de synthèse, ajoutant que le chiffre « est 7,4% plus élevé qu'au cours de la grave crise induite de sécheresse de 2016/17 par El Niño. »

Pour remédier à cette situation, les États membres de la SADC ont mis en place des mesures visant à renforcer la sécurité alimentaire, notamment en apportant une aide alimentaire aux populations touchées et en fournissant un complément d'alimentation d'urgence au bétail.

« La Namibie réagit à la sécheresse en distribuant des secours alimentaires et des intrants agricoles, ainsi que de fournir de l'eau aux populations touchées », a déclaré Anastasia Amunyela, directrice adjointe des politiques, Direction de la gestion des risques de catastrophes, à la réunion de la SADC RVAA.

Le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe importent des céréales pour compléter leurs rendements réduits.

La situation critique des trois pays a été aggravée par l'impact du cyclone Idai qui a frappé la région en mars.

Le cyclone Idai, qui est l'une des pires tempêtes tropicales à avoir touché l'Afrique et l'hémisphère sud, a touché des régions du Malawi, du Mozambique et du Zimbabwe

en mars 2019, accompagné de fortes pluies, de vents et de tempêtes qui ont détruit une grande superficie de culture dans les trois pays.

L'infestation par la chenille légionnaire d'automne a également contribué à aggraver la faible récolte dans la plupart des États membres de la SADC. À cet égard, les pays touchés surveillent activement la flambée de ravageurs ainsi que les maladies du bétail et des cultures et y réagissent activement.

Le rapport de synthèse sur la situation de la sécurité et de la vulnérabilité alimentaires et nutritionnelles exhorte les États membres de la SADC à s'orienter vers une diversité des cultures et des régimes alimentaires à moyen et long terme, par le biais de la croissance et de la consommation d'aliments diversifiés, y compris les aliments indigènes.

Cela inclut la diversification des espèces dans la production animale, en particulier les petits ruminants adaptés aux conditions climatiques difficiles.

Il est également nécessaire d'améliorer l'irrigation et la collecte d'eau de pluie pour permettre à la région de cultiver toute l'année et de ne pas dépendre uniquement des conditions climatiques.

Le potentiel d'irrigation des terres dans la région de la SADC est vaste car la région est extrêmement riche en cours d'eau tels que les fleuves Congo, Zambèze et Limpopo.

Cependant, la région de la SADC devrait améliorer son réseau de transport afin que les produits agricoles puissent être facilement déplacés d'un endroit à l'autre.



Il est également nécessaire d'investir dans des installations de stockage pour permettre aux agriculteurs de stocker leurs récoltes pour une utilisation en basse saison.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, les pertes de cultures après récolte dans la SADC pourraient atteindre 40%.

Le « Rapport de synthèse sur la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la vulnérabilité en Afrique australe » devrait être présenté au Conseil des ministres de la SADC, puis au 39<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC, prévu les 17 et 18 août à Dar es Salaam, Tanzanie.

Le secteur agricole est considéré comme un moteur de développement socio-économique dans la plupart des États membres de la SADC, d'où la volonté d'approfondir la coopération et la collaboration afin de stimuler la production et de lutter contre l'insécurité alimentaire.

Le rapport de synthèse, qui consolidait les résultats des évaluations de la vulnérabilité des États membres, a été présenté à la réunion annuelle de diffusion du programme RVAA, tenue à Windhoek (Namibie) en juillet.

L'objectif de la réunion du programme SADC RVAA était de discuter et de consolider les résultats des évaluations et analyses de vulnérabilité 2019 effectuées par les États membres.

Le programme RVAA de la SADC a été créé en 2005 pour renforcer la capacité des États Membres d'entreprendre et

d'utiliser des évaluations de vulnérabilité afin d'éclairer la formulation des politiques et les interventions d'urgence susceptibles de réduire la vulnérabilité de la région.

La première phase du programme RVAA de la SADC, qui s'est déroulée de 2005 à 2011, visait à éclairer les approches plus larges de la lutte contre l'insécurité alimentaire, notamment les filets de sécurité et la protection sociale.

La deuxième phase couvrait la période 2012-2016 et visait à élargir la portée du programme afin d'inclure les zones urbaines et les problèmes de pauvreté chronique tels que le genre, le

VIH et le sida et le changement climatique, ainsi que d'influencer les politiques et les programmes.

La phase actuelle du programme SADC RVAA, qui couvre la période 2017-2021, vise à consolider les acquis des phases précédentes, tout en élargissant le programme pour couvrir la vulnérabilité chronique, contribuer à des moyens de subsistance résilients au climat et relever les défis de l'institutionnalisation et du renforcement des capacités des comités nationaux.

Depuis sa création, le programme SADC RVAA a considérablement progressé en

fournissant des informations opportunes et crédibles qui ont influencé les politiques et ses produits constituent désormais un point de référence essentiel pour les décideurs en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'un des principaux objectifs du programme RVAA de la SADC est de fournir en temps voulu des informations crédibles sur la vulnérabilité, tout en renforçant les capacités pour répondre aux besoins sans cesse croissants des gouvernements et des partenaires en matière de programmation pour le développement et d'intervention d'urgence. *sardc.net*

### Bilan céréalier et Production

	2019/ 20 Année de Commercialisation			Production céréalière		
	Bilan céréalier			2018	2019	
	Requis	Disponible	Déficit / excédent			
'000 tons	'000 tons	'000 tons	'000 tons	'000 tons	% de changement de 2018 à 2019	
<b>Angola</b>	4,879	3,748	-1,132	3,609	3,570	-1.07
<b>Botswana</b>	300	37.756	-262	66	5.4	-91.83
<b>RD Congo</b>					3,200	
<b>Eswatini</b>	167.88	96.77	-71	112	95.3	-14.99
<b>Lesotho</b>	375.07	87.83	-287	75	37.5	-50.27
<b>Madagascar</b>						
<b>Malawi</b>				3,027	2,700	-10.81
<b>Mozambique</b>				3,174		
<b>Namibie</b>	351.2	200.5	-151	153	71.5	-53.24
<b>Afrique du Sud</b>	15,524	19,607	4,083	18,701	15,137	-19.06
<b>Tanzanie</b>	8,754	9,007	253	9,386	9,008	-4.03
<b>Zambie</b>	5,225	4,337	-888	2,598	2,217	-14.66
<b>Zimbabwe</b>	2,204	1,443	-761	1,994	1,443	-27.64
<b>SADC</b>	<b>37,780</b>	<b>38,565</b>	<b>784</b>	<b>42,895</b>	<b>37,485</b>	



## Renforcer la préparation et la riposte en cas de catastrophe

par Kumbirai Nhongo

LA SADC accélère la mise en place d'un mécanisme régional visant à renforcer la préparation et la riposte en cas de catastrophe à la suite de deux cyclones tropicaux qui ont laissé des traces de destruction et affecté les moyens de subsistance dans certaines parties de la région.

Le cyclone Idai a frappé le centre et le sud du Mozambique, le sud du Malawi et l'est du Zimbabwe en mars, provoquant de graves inondations et la destruction d'infrastructures et de vastes étendues de terres cultivées dans les trois États membres.

On estime que trois millions de personnes dans les trois États Membre ont été touchées par le Cyclone Idai, considéré comme l'une des pires tempêtes tropicales à avoir touché l'Afrique et l'hémisphère sud.

Le cyclone a fait des centaines de victimes et des ravages dans les trois pays, y compris des infrastructures essentielles telles que des routes, des ponts, des écoles et des cliniques.

Avant que la région ne puisse se remettre de l'impact de la tempête tropicale, le cyclone Kenneth a frappé le nord du Mozambique et les Comores, ce qui a également entraîné de nombreux dégâts.

Stergomena Lawrence Tax, Secrétaire Exécutive de la SADC, estime que les effets des cyclones Idai et Kenneth « indiquent qu'il est urgent de renforcer notre préparation et de riposter de manière coordonnée et rapide ».

« À cet égard, la région a pris au sérieux les leçons tirées des effets dévastateurs de ces cyclones et des mesures visant à rendre opérationnel le Mécanisme de Préparation et de Riposte aux Catastrophes de la

SADC sont en cours », a déclaré Dr Tax lors de la 21ème réunion du Comité Ministériel de l'Organe (CMO) sur la Coopération dans les domaines de la politique, de la défense et de la sécurité, tenue à Lusaka (Zambie) le 19 juillet.

Elle a déclaré que les mesures proposées "comprennent la mise en œuvre du Fonds de préparation et de riposte aux catastrophes de la SADC, qui va de pair avec une stratégie de mobilisation des ressources et un plan de durabilité".

Le Fonds de préparation et d'intervention en cas de catastrophe proposé par la SADC devrait créer un pool de ressources permettant à la région de mobiliser rapidement des fonds en cas de catastrophe naturelle ou de situation d'urgence pour les États Membres.

Le fonds régional est destiné à compléter les budgets des États membres pour la préparation et la riposte aux catastrophes, car les gouvernements nationaux restent les premiers intervenants dans les situations d'urgence locales.

Le fonds devrait être opérationnel d'ici la fin de 2019; les modalités de son fonctionnement sont encore en cours d'élaboration.

Prendre des mesures adéquates pour prévenir les catastrophes, y remédier et y faire face est devenu un problème crucial pour l'Afrique australe à la suite de l'augmentation du nombre de catastrophes naturelles affectant la région.

Des risques naturels tels que sécheresses, inondations, cyclones et tremblements de terre occasionnels se produisent en Afrique australe et leurs impacts continuent de menacer les moyens de subsistance et le développement socio-économique. Pour faire face à la

vulnérabilité croissante, la région a approuvé la stratégie de préparation et de réaction aux catastrophes de la SADC pour 2016-2030.

La stratégie a été adoptée par les ministres responsables de la gestion des risques de catastrophes en novembre 2016 et vise à renforcer le mécanisme de préparation et de riposte en matière d'alerte rapide et de redressement après une catastrophe dans la région d'ici 2030.

Pour renforcer la planification de la préparation aux catastrophes et des interventions en cas de catastrophe, Dr Tax a révélé qu'il était prévu de créer le Centre d'opérations humanitaires et d'urgence de la SADC (SHOC).

Le SHOC devrait coordonner la préparation régionale et les interventions en cas de catastrophe.

En outre, la SADC prévoit de développer et de mettre en œuvre une base de données régionale pour enregistrer les

pertes résultant de catastrophes grâce à la mise en place d'un système régional de gestion de l'information sur les risques de catastrophe.

D'autres mesures comprennent l'élaboration de procédures opératoires standard pour les opérations de secours et de récupération; la création d'une liste régionale d'urgence en vertu de laquelle les États Membres apporteront des ressources humaines aux efforts humanitaires régionaux; et la cartographie des zones sujettes aux catastrophes et des ressources disponibles.

"Ces outils seront complétés par l'activation du Plan des opérations d'urgence de la SADC pour l'alerte rapide dans le cadre de la force en attente de la SADC", a déclaré Dr Tax.

Le Secrétariat est en train de cartographier toute la chaîne de valeur de la gestion des catastrophes en vue de mettre en place un mécanisme de riposte complet et bien coordonné, a-telle ajouté. □

### Riposte extraordinaire pour les victimes du cyclone

L'APPEL HUMANITAIRE régional lancé par la SADC au mois d'avril a suscité une riposte enthousiaste: plus de 204 millions de dollars US ont été réunis à la mi-juillet.

La SADC a lancé un appel international de 323 millions USD pour aider les victimes à faire face aux conséquences du cyclone Idai, qui a touché des régions du Malawi, du Mozambique et du Zimbabwe en mars.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré à travers l'appel régional, "combiné aux appels humanitaires nationaux, un montant de 204 millions de dollars US a été collecté pour les pays touchés".

« Permettez-moi de remercier les gouvernements et les citoyens de la diaspora de la SADC, ainsi que les organisations et partenaires nationaux, régionaux et internationaux qui ont fourni et continuent de fournir un soutien aux États membres et aux communautés touchés », a déclaré la Dr Tax lors de la 21ème réunion du Comité Ministériel de l'Organe sur la coopération dans le domaine de la politique, de la défense et de la sécurité, tenu à Lusaka (Zambie) le 19 juillet. □

## La SADC et la BAD collaborent pour renforcer les capacités de développement des infrastructures

par Kumbirai Nhongo

LE SECRÉTARIAT de la SADC s'est associé à la Banque africaine de développement pour renforcer la capacité des États membres en matière de préparation de projets afin d'améliorer les efforts de mobilisation de ressources pour le développement d'infrastructures régionales.

Dans le cadre des efforts visant à accélérer la mise en œuvre du Plan directeur de développement des infrastructures régionales (RIDMP), le Secrétariat et la BAD ont organisé un atelier en juin afin de renforcer les capacités des responsables des 16 États membres de la SADC d'élaborer des fiches de projet détaillées.

Une fiche de projet est un document qui fournit des informations aux bailleurs de fonds, investisseurs et autres parties prenantes potentiels sur un projet particulier, notamment l'emplacement, le coût estimé, l'état de la mise en œuvre, les risques potentiels et les déficits de financement.

La directrice des infrastructures de la SADC, Mapolao Mokoena, a déclaré que le partenariat avec la BAD était essentiel pour soutenir la volonté de la région d'accélérer la mise en œuvre de projets d'infrastructure, compte tenu du déficit d'infrastructure dominant en Afrique australe.

Elle a ajouté que les fiches de projets fournies par les États membres avaient contribué à l'élaboration d'une liste de projets prioritaires orientant les initiatives de développement des infrastructures régionales en cours.

Le RIDMP identifie un certain nombre de projets prioritaires au sein de six groupes sectoriels - transports, énergie, eau, technologies de l'information

et de la communication, météorologie et tourisme.

La mise en œuvre du RIDMP se déroule en trois phases, couvrant le Plan d'action à court terme (STAP) 2012-2017, le Plan d'action à moyen terme à l'horizon 2022 et le Plan d'action à long terme à mettre en œuvre jusqu'en 2027.

Les conclusions préliminaires d'une étude commandée par le Secrétariat de la SADC et menée par le Centre de recherche et de documentation d'Afrique australe (SARDC) sur la mise en œuvre du plan d'action à court terme montrent que la plupart des projets d'infrastructure ont pris du retard.

Le projet de rapport de l'évaluation a été présenté aux États membres et aux autres parties prenantes pour validation, lors d'un atelier organisé à Johannesburg (Afrique du Sud) du 17 au 21 juin.

Le plan d'action à court terme avait pour objectif de mettre en œuvre 98 projets d'infrastructure régionaux d'une valeur combinée de 64,3 milliards de dollars américains.

Cependant, les conclusions du rapport montrent que la région a pris du retard, avec seulement 5% des projets ciblés ayant été entièrement mis en œuvre.

L'étude souligne la lenteur de la mise en œuvre des projets d'infrastructure de la SADC, une situation qui a pour effet de creuser le déficit d'infrastructures dans la région.

L'évaluation attribue en partie cette stagnation au fait que les États membres de la SADC sont confrontés à un défi en termes de compétences et de capacités dans la préparation de propositions de projets susceptibles de bénéficier d'un financement pouvant attirer des fonds pour des projets d'infrastructure.

L'étude a révélé qu'environ

70% des projets prévus pour la phase à court terme du plan d'infrastructure régional n'avaient pas obtenu les ressources financières requises, principalement en raison de l'insuffisance des capacités de formulation de propositions susceptibles d'être financées.

La formation des fonctionnaires des États membres à l'élaboration de fiches de projet détaillées, qui a été menée par la BAD, devrait renforcer la capacité de la région à accélérer la mise en œuvre des projets RIDMP.

À mesure que le nombre de projets bancables augmentera, la région de la SADC sera mieux placée pour attirer des fonds pour ses projets d'infrastructures prioritaires.

Lors de l'élaboration des fiches de projet, il a été conseillé aux États membres de hiérarchiser les projets d'infrastructure offrant les avantages économiques et sociaux souhaités de la manière la plus efficace possible, compte tenu des ressources limitées disponibles.

L'un des principaux défis soulignés au cours de l'atelier était un conflit de priorités entre

les projets régionaux et nationaux, les États membres optant généralement pour ceux qui ont un impact national plus important que ceux de nature transfrontalière.

Cependant, un pipeline de projets privilégié devrait traiter à la fois des priorités stratégiques nationales et régionales.

Il a été convenu que les États membres devraient accélérer l'alignement des projets régionaux sur les priorités stratégiques nationales.

Mokoena a déclaré que le Secrétariat de la SADC, en partenariat avec la BAD, avait priorisé 62 projets régionaux à mettre en œuvre dans la prochaine phase du plan d'infrastructure régionale.

Ce nombre devrait augmenter car une masse critique pour la préparation de projets susceptibles d'être financés est créée dans la région.

Des responsables et des experts des États membres de la SADC, de la Banque de développement de l'Afrique australe et des représentants de divers partenaires internationaux ont assisté à l'atelier. □

**LE PLAN** Directeur de Développement des Infrastructures Régionales de la SADC (RIDMP) est la stratégie régionale approuvée pour le développement d'infrastructures régionales intégrées en Afrique australe, d'un coût estimé à 500 milliards de dollars US pour répondre à la demande projetée d'ici 2027.

La décision historique d'approuver le RIDMP en 2012 lors du Sommet de la SADC à Maputo, au Mozambique, était éclairée par la perspective selon laquelle le développement et la maintenance des infrastructures favorisent une intégration régionale accélérée, le développement économique, l'industrialisation et le commerce.

Dans le cadre de ce plan ambitieux, la SADC vise à développer des infrastructures transfrontalières dans les six domaines prioritaires que sont l'énergie, les transports, le tourisme, l'eau, les technologies de l'information et de la communication et la météorologie. □



## Le programme d'intégration régionale de la SADC garde le cap... ma

par Kizito Sikuka

**LA SADC** a accompli des progrès significatifs dans la réalisation de sa vision d'une région unie, prospère et intégrée.

Cela a été dit par le président de la SADC, le président namibien Hage Geingob, lors de la présentation d'un rapport sur l'état de l'intégration régionale dans la SADC à la première réunion de coordination de l'Union africaine (UA) et des communautés économiques régionales (CER), les 7 et 8 juillet à Niamey, Niger.

« Notre examen de l'état de l'intégration dans la SADC révèle que la mise en œuvre a bien progressé, malgré certains défis », a déclaré le président Geingob.

Il a indiqué que la SADC avait franchi une étape importante en ce qui concerne le lancement d'une zone de libre échange (ZLE) en août 2008.

La ZLE de la SADC, qui couvre 12 États membres, a entraîné une augmentation du commerce intra régional au sein de la SADC, représentant plus de 22% du produit intérieur brut collectif, contre 16% environ avant la ZLE.

En outre, le lancement de la ZLE de la SADC a permis aux consommateurs de la région d'acquiescer de meilleurs produits à des prix plus bas grâce à une production accrue, tandis que les producteurs bénéficiaient d'un commerce en franchise de droits pour tous les produits originaires de la région.

L'objectif principal de la ZLE de la SADC est de promouvoir la bonne circulation transfrontalière des biens et des services, ainsi que d'encourager les États Membres à harmoniser leurs politiques commerciales afin de promouvoir une concurrence égale et un commerce accru.

La SADC a également mis en place un système de paiement régional permettant de régler plus rapidement les transactions transfrontalières sans avoir à recourir à des banques intermédiaires situées en dehors de la région.

Communément appelé Système de règlement brut en temps réel de la SADC, ce système a été mis en place en juillet 2013 et mis à l'essai dans quatre pays: Eswatini, le Lesotho, la Namibie et l'Afrique du Sud.

Le système est maintenant opérationnel dans 14 États membres de la SADC et seuls Madagascar et l'Union des Comores ne participent pas.

« Le système de règlement brut transfrontalier en temps réel de la SADC a amélioré l'efficacité et réduit les coûts de transaction », a déclaré le président Geingob.



Il a déclaré que le système "fonctionnait de manière impressionnante avec 81 banques participantes et plus de 1,2 million de transactions réglées à la fin de 2018, représentant 5 200 milliards de ZAR (environ 373,5 milliards de dollars) du commerce intra régional de la SADC".

Sur le plan de l'énergie, la création du Pool d'énergie de l'Afrique australe (SAPP) a fourni une plate-forme aux services publics d'électricité de la région pour partager l'électricité à travers les frontières, permettant ainsi aux pays de gérer leurs excédents et leurs déficits énergétiques.

Tous les États Membre de la SADC situés sur le continent, à l'exception de l'Angola, du Malawi et de la République-Unie de Tanzanie, sont interconnectés au réseau régional via le SAPP, ce qui leur permet de commercer en électricité.

Les îles des Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles ne sont pas encore membres du SAPP.

La région a connu des investissements importants dans les sources d'énergie renouvelables et non renouvelables, un développement qui a vu la mise en œuvre d'un certain nombre de projets de production et de transport d'électricité au cours de la dernière décennie.

Ces investissements ont entraîné une augmentation de la capacité de production dans la région, qui fait face à des déficits en électricité depuis 2007.

En ce qui concerne la paix et la sécurité, la région est restée globalement stable et continue de prendre des mesures pour promouvoir et renforcer sa stabilité.

Par exemple, dans le cadre des principes de bonne gouvernance et de démocratie, les États membres de la SADC ont été encouragés à adhérer aux Principes et directives révisés de la SADC régissant les élections démocratiques, qui fournissent un cadre normatif d'évaluation par les pairs pour mesurer le respect des meilleures pratiques universelles standardisées, la conduite des élections et, finalement, la prévention des conflits liés aux élections.

À cet égard, depuis l'adoption des principes et directives de la SADC régissant les élections démocratiques, la région a déployé avec succès les missions d'observation électorale (SEOM) de la SADC afin d'observer les élections dans les États membres.





## mais il reste encore beaucoup à faire

Rien qu'en 2018 et 2019, les SEOM ont déjà été déployés en République démocratique du Congo, au Royaume d'Eswatini, à Madagascar, au Malawi, en Afrique du Sud et au Zimbabwe.

Le déploiement des SEOM, appuyé par le Conseil consultatif électoral de la SADC, a dans l'ensemble contribué à renforcer la crédibilité des processus électoraux dans les États Membres et à renforcer la démocratie dans la région.

Le président Geingob, qui remettra la présidence de la SADC à son homologue, le président de la République Unie de Tanzanie, John Pombe Joseph Magufuli, lors du 39<sup>ème</sup> Sommet de la SADC, qui se tiendra les 17 et 18 août à Dar es-Salaam, a déclaré que la Force en attente de la SADC avait renforcé la capacité de défense collective et de réaction rapide aux menaces à la sécurité dans la région et en Afrique.

Créée en 2007, la force en attente de la SADC a assumé avec succès les fonctions de personnel de la force de réserve africaine (FSA) du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 juin 2019.

L'assignation des forces en attente de la FAA impliquait que la force en attente de la SADC avait la responsabilité première d'être le premier intervenant dans les situations de conflit sur le continent en offrant une capacité de déploiement rapide.

La FAA est un outil important de l'architecture africaine de paix et de sécurité pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits sur le continent.

La FAA est devenue pleinement opérationnelle en 2016 et repose sur les accords de confirmation conclus entre les cinq sous-régions de l'Afrique, à savoir l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe. Les régions ont convenu de diriger la FAA sur une base de rotation tous les six mois.

En ce qui concerne l'intégration d'une perspective sexospécifique dans la paix et la sécurité, la SADC a mis au point un cadre régional qui servira de guide pour l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les systèmes et processus régionaux de paix et de sécurité.

Le Président Geingob a déclaré qu'en dépit de ces réalisations, divers défis continuent d'empêcher la SADC de rendre les avantages d'appartenir à une communauté partagée en Afrique australe agréables pour tous ses citoyens.

« Certains plans et engagements sont irréalistes ou ne sont pas entièrement appropriés par les États membres. Cela affecte négativement la mise en œuvre des plans et la réalisation ultime des jalons définis. Nous devons donc nous assurer que les plans sont réalistes et que tous les États membres sont pleinement consultés et souscrivent à ceux-ci », a-t-il déclaré.

Un autre défi est l'appartenance multiple et le chevauchement des membres de diverses CER par les États membres de la SADC. Un certain nombre d'États membres de la SADC appartiennent à plusieurs CER, ce qui a entraîné

des conflits de loyauté et une confusion des engagements, entravant ainsi les progrès de l'intégration en Afrique.

Toutefois, la mise en place de la zone de libre-échange COMESA-CEA-SADC et la création de la zone de libre-échange continentale africaine, dont la phase opérationnelle a été officiellement lancée le 7 juillet, sont en train de résoudre le problème du chevauchement des effectifs.

Un autre obstacle au renforcement de l'intégration régionale est la participation limitée des acteurs non étatiques, notamment du secteur privé, de la société civile et des médias, aux programmes régionaux.

"Nous devons effectivement faire participer le secteur privé en tant que partenaire essentiel de l'intégration régionale", a déclaré M. Geingob, ajoutant que "le manque de priorités et la mise en œuvre de plans et d'activités favorisant l'intégration régionale" constituent un autre défi à relever si la SADC souhaite parvenir à une intégration plus profonde.

Il a ajouté que pour faire face à ces défis, la région avait également "adopté une approche d'intégration en développement axée sur la coopération sectorielle".

Cette approche de développement repose sur quatre domaines prioritaires interdépendants, alignés sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ces domaines prioritaires sont les suivants:

- Développement industriel et intégration des marchés;
- Développement des infrastructures à l'appui de l'intégration régionale;
- Coopération en matière de paix et de sécurité; et
- Programmes spéciaux de dimension régionale.

La réunion inaugurale de coordination UA-CER visait à permettre aux CER d'Afrique de jeter un regard critique sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et la réalisation des objectifs de leurs agendas d'intégration, ainsi que de dresser un bilan des synergies entre les activités des CER et l'agenda et les programmes de l'UA.

L'UA est composée de huit CER. Il s'agit de l'Union du Maghreb Arabe, le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté des États Sahélo-Sahariens, la Communauté de l'Afrique de l'Est, la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale, la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Autorité Inter Gouvernementale pour le Développement (IGAD) et la SADC.

Les CER sont les éléments constitutifs essentiels de la proposition de mise en place de la Communauté économique africaine (CEA) d'ici 2028.

La CEA a également pour objectif général de promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité humaine, en vue d'améliorer le niveau de vie des populations africaines, de maintenir la stabilité économique et d'établir des relations étroites et pacifiques entre les États membres. *sardc.net*



# Protocole régional sur la traite des personnes

par Nyarai Kampipili

**UN PROTOCOLE** régional sur la traite des personnes est en cours d'élaboration par le Secrétariat afin de lutter contre le vice qui est à la hausse au sein de la SADC.

La traite des personnes fait partie des crimes organisés dont la croissance est la plus rapide au monde et la SADC intensifie ses efforts pour y faire face.

La traite de personnes implique généralement le mouvement illégal d'un individu dans un pays à des fins d'exploitation.

Les trafiquants profitent des vulnérabilités créées par un certain nombre de facteurs, notamment la pauvreté, les instabilités de conflit et d'après-conflit, l'inégalité des sexes, le chômage, l'instabilité économique et le manque général d'opportunités.

Les victimes, principalement des femmes et des enfants, sont souvent amenées à quitter leur domicile avec de fausses promesses d'emploi, mais sont ensuite soumises à l'exploitation sexuelle, au travail forcé, à l'esclavage ou même au prélèvement d'organes corporels.

Le mode opératoire utilisé par les syndicats comprend les fausses annonces dans les journaux pour des emplois dans des villes ou dans d'autres pays.

Dans d'autres cas, de jeunes enfants sont kidnappés et vendus pour travailler dans des usines, des plantations ou des confiseries; les jeunes hommes sont contraints de travailler sur des marchés du travail tels que l'agriculture et les industries textiles pour un petit salaire ou pas rémunéré; et les bébés ou les très jeunes enfants sont volés ou achetés pour adoption illégale.

Pour faire face à ces défis, les pays de la SADC renforcent leurs cadres juridiques pour lutter contre la traite des personnes et faire en sorte que leurs citoyens ne soient pas la proie de telles activités criminelles. En tant que tel, le Secrétariat de la SADC est en train

d'élaborer un protocole régional qui traite spécifiquement des questions de la traite des personnes.

L'appel à développer le protocole sur la traite des personnes a été lancé par le Comité ministériel de la SADC sur la coopération en matière de défense, de sécurité et de sécurité lors de sa réunion tenue en juillet 2017 à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie.

Le Secrétariat a déclaré en mai, lors de la réunion des hauts fonctionnaires et des ministres chargés de l'égalité des sexes de la SADC, tenue à Windhoek, en Namibie, que le processus d'élaboration d'un protocole régional sur la traite des personnes en était à un stade avancé.

Le protocole sera accompagné de directives sur le Suivi et le Rapport sur la Traite des personnes,

qui seront utilisées pour mesurer la mise en œuvre du protocole.

Depuis le lancement d'un programme sur la lutte contre la traite des personnes par la SADC en 2013, un certain nombre de réalisations ont été accomplies.

Les jalons incluent l'assistance aux États membres de la SADC pour l'élaboration de leurs plans d'action nationaux, ainsi que les directives pour l'identification des victimes, les règlements de mise en œuvre et les mécanismes de renvoi aux procédures opérationnelles standard.

La capacité de réaction à la Traite des personnes s'est également améliorée grâce à la formation des agents de la force publique, des médias et des praticiens de la justice pénale.

Quatorze pays de la SADC au total ont pris des mesures pour

s'attaquer au problème de la traite des personnes et ont mis en place des structures de lutte contre la traite qui aident à assister les victimes de la traite.

Il s'agit des pays suivants: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Une publication récente de la SADC sur la prévention et la lutte contre la traite des personnes: Les leçons de la région de la SADC souligne les efforts déployés par les États Membres pour renforcer le soutien et la protection des victimes par le biais d'une assistance alimentaire, de vêtements, d'un abri, d'un logement sûr, d'un soutien psychologique et d'une aide médicale et si nécessaire, l'hospitalisation. □

## La SADC lance une publication sur l'autonomisation économique des femmes

**LE BAROMÈTRE** de l'égalité entre les sexes et du Développement de la SADC 2018 qui en est à sa septième édition - sera lancé en marge du 39ème Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC prévu en août à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie.

La publication présente un compte rendu des progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements régionaux visant à réaliser l'égalité et l'équité entre les sexes, conformément au Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement, qui met l'accent sur l'autonomisation économique et la budgétisation sensible au genre.

Selon cette publication, les États membres de la SADC ont réalisé des progrès considérables dans l'adoption de lois et de politiques nationales visant la promotion économique des femmes et des hommes dans la région.

Cependant, il existe encore un désaccord général entre le droit statutaire et le droit coutumier, ce qui constitue un inconvénient pour le progrès.

La publication montre également que les femmes, par rapport aux hommes, sont en grande partie engagées dans des travaux de soins non rémunérés et que les multiples rôles qu'elles jouent en grande partie ne sont pas reconnus par la loi, un fardeau qui devrait être partagé.

Parmi les options politiques proposées par la publication, il est notamment nécessaire que les États membres de la SADC envisagent d'intégrer une budgétisation efficace tenant compte de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités, programmes et projets socioéconomiques.

Le Baromètre de l'égalité entre les sexes et du Développement de la SADC 2018 a été produit par le Centre de recherche et de documentation en Afrique australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à partir d'informations fournies par les États membres dans le cadre de suivi, d'évaluation et de rapport.



## La nouvelle cheffe de la SADC-PF prête à faire progresser l'intégration régionale

par Thenjiwe Ngwenya

**LA NOMINATION** de Boemo Sekgoma en tant que première femme à la tête du Forum Parlementaire de la SADC

marque un nouveau pas en avant vers une représentation égale des femmes et des hommes aux postes de décision politiques et autres en Afrique australe.

Sekgoma a été nommée Secrétaire Générale du Forum parlementaire de la SADC lors de la 45<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée plénière tenue à Maputo (Mozambique) en juillet.

Avant sa nomination, elle était Secrétaire Générale par intérim depuis juin 2018, à la suite du départ d'Esau Chiviya, qui avait servi le Forum depuis juillet 2009.

« Je suis déterminée à continuer de servir les organes institutionnels du Forum », a-t-elle déclaré, ajoutant : « Je suis déterminée à faire de la SADC un meilleur endroit grâce au développement parlementaire ».

L'une de ses principales tâches à la tête du Forum parlementaire de la SADC est de superviser sa transformation en un parlement régional.

Cela fait suite au soutien de haut niveau des dirigeants lors du 38<sup>ème</sup> Sommet de la SADC tenu en Namibie en août 2018 pour faire avancer la mise en place d'un parlement régional en tant qu'institution intégrale pour faire avancer le programme d'intégration régionale.

Le Conseil des Ministres de la SADC, qui s'est réuni en mars 2019, a créé un Groupe de Travail chargé d'analyser la structure, les fonctions et le



cadre juridique du parlement régional proposé et de présenter ses conclusions à l'examen du Conseil à sa

prochaine réunion à Dar es Salaam, République-Unie de Tanzanie, en août, en prévision du 39<sup>ème</sup> Sommet de la SADC.

Sous le thème « Un environnement propice au développement industriel inclusif et durable, au commerce intra régional et à la création d'emplois », 39<sup>ème</sup> Sommet de la SADC examinera un large éventail de questions, notamment l'examen des progrès accomplis dans la réalisation de la vision à long terme d'une région unie, prospère et intégrée.

La création proposée du Parlement régional de la SADC fournira une institution représentative pour les citoyens de la SADC, servant ainsi d'interlocuteur valable pour les besoins et les désirs du grand public.

L'exécutif est déjà le principal moteur de l'intégration régionale par le biais d'institutions intergouvernementales au niveau des hauts fonctionnaires, des ministres ou des chefs d'État et de gouvernement.

Le pouvoir judiciaire était représenté par le tribunal de la SADC, suspendu mais bientôt reconstitué, dont le rôle principal serait d'assurer la conformité et le règlement des différends relatifs à l'interprétation et à l'application du Traité de la SADC et des instruments juridiques subsidiaires.

L'un des maillons manquants serait donc celui de

la législature, dont le rôle central serait de diriger la transposition de la politique régionale et des obligations juridiques énoncées dans le Traité de la SADC et divers protocoles sectoriels.

La transformation du Forum parlementaire de la SADC en un parlement régional est sur la table depuis 2004, mais le processus et les plans n'étaient pas clairement définis avant l'année dernière.

Le Forum est une institution autonome de la SADC créée en 1997 en tant qu'organe interparlementaire régional composé de 14 parlements nationaux, représentant plus de 3 500 parlementaires en Afrique australe.

Les parlements membres proviennent des pays suivants: Afrique du Sud, Angola, Botswana, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Toutefois, le forum n'a pas été en mesure de contribuer pleinement à l'élaboration des politiques qui sont importantes pour l'intégration régionale car son rôle formel dans les questions relatives à la SADC n'a pas été pleinement reconnu et ses travaux ne sont pas directement intégrés à l'ordre du jour de l'organe intergouvernemental.

Au fil des années, les parlements nationaux se sont engagés dans un processus visant à nouer des relations de travail avec le Secrétariat de la SADC afin de créer un espace permettant aux parlementaires de participer plus formellement aux processus

d'intégration régionale. À cet égard, sa transformation en parlement régional contribuera à combler le fossé entre les citoyens de l'Afrique australe et les processus d'intégration régionale.

L'Assemblée plénière du Forum parlementaire de la SADC est l'instance décisionnelle suprême du Forum. Elle est composée de Présidents ou de Présidents et de Parlementaires nommés par leurs institutions nationales pour participer au niveau du Forum.

Les leaders du Forum parlementaire de la SADC nouvellement élus, réunis pour la 45<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée plénière à Maputo, au Mozambique, en juillet, ont convenu que la transformation en un parlement régional reste une priorité absolue pour le forum.

La présidente du Forum parlementaire de la SADC, Veronica Macamo Dlhovo, présidente de l'Assemblée nationale du Mozambique, a déclaré que le forum convoquera bientôt une réunion urgente pour discuter de la manière dont la transformation en parlement régional deviendrait une réalité.

La 45<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée plénière, officiellement ouverte par le Président du Mozambique, Filipe Jacinto Nyusi, s'est déroulée sous le thème « Changement climatique, atténuation et adaptation: Le rôle des Parlements, vers la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et de la feuille de route de Katowice ». [sardc.net](http://sardc.net)





## La pression monte pour la levée de l'interdiction du commerce de l'ivoire

LES SOMMETS sur les éléphants tenus au Botswana et au Zimbabwe ces derniers mois ont convenu de demander la levée de l'interdiction du commerce de l'ivoire afin de permettre aux communautés de bénéficier des ressources.

C'est l'un des résultats du Sommet sur l'économie de la faune sauvage organisé par l'Union africaine et les Nations Unies à Victoria Falls, au Zimbabwe, en juin.

En mai, le Sommet de Kasane sur les éléphants a lancé un appel similaire de la part de cinq États membres de la SADC - Angola, Botswana, Namibie, Zambie et Zimbabwe.

Malgré plusieurs appels et consensus de la plupart des pays de la région pour lever l'interdiction du commerce de l'ivoire, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) a maintenu ces restrictions.

La CITES, qui est un accord international visant à garantir que le commerce international de spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas leur survie, affirme que l'interdiction est toujours nécessaire pour protéger les éléphants et d'autres espèces sauvages telles que les rhinocéros.

Cette restriction constitue toutefois un revers pour les États membres de la SADC car l'interdiction du commerce de l'ivoire a sérieusement érodé la base de revenus de la conservation de la faune et peut entraîner une augmentation des

cas de braconnage car les communautés ne bénéficient pas des produits du commerce de l'ivoire.

Prenant la parole au Sommet UA-ONU sur l'économie de la faune sauvage, le président zimbabwéen, Emmerson Mnangagwa, a déclaré que si l'Afrique australe restait guidée par les principes d'utilisation durable de la faune, la région continuait de réclamer le libre-échange des produits de la chasse afin de créer un équilibre entre conservation et utilisation durable des ressources fauniques par les communautés locales.

« Nous sommes gravement préoccupés par l'approche universelle, dans laquelle l'interdiction du commerce se glisse dans les processus décisionnels de la CITES », a-t-il déclaré.

Les pays d'Afrique australe soutiennent que la décision de maintenir et de renforcer l'interdiction mondiale du commerce de l'ivoire a entraîné un boom de la population d'éléphants, qui a maintenant dépassé de beaucoup la capacité de charge des forêts de la région. Par exemple, la population d'éléphants au Zimbabwe avoisine les 100 000, soit près de trois fois sa capacité de charge durable.

Dans d'autres États membres de la SADC tels que la Namibie et l'Afrique du Sud, la population d'éléphants s'élève à plus de 22 500 et environ 20 000, respectivement.

Selon la CITES, l'Afrique australe compte le plus grand nombre d'éléphants d'Afrique avec environ 350 000, soit le double de

l'Afrique de l'Est, où l'on estime à 166 500 le nombre d'éléphants, principalement en République-Unie de Tanzanie, qui fait également partie de la SADC.

Bien que les populations d'éléphants d'Afrique australe soient inscrites à l'Annexe II, ce qui signifie que le commerce d'espèces est autorisé, les pays de la région n'ont pas bénéficié des programmes de conservation durable fructueux auxquels ils se sont engagés au cours des dernières décennies.

Les populations d'éléphants du Botswana, de la Namibie et du Zimbabwe ont été transférées de l'Annexe I à l'Annexe II en 1997, tandis que celles d'Afrique du Sud ont été transférées en 2000.

L'Annexe I énumère les espèces menacées d'extinction, alors que celles de l'Annexe II ne le sont pas nécessairement et que le commerce est autorisé sous certaines conditions.

En 1989, la CITES avait interdit le commerce international de l'ivoire commerciale, mais avait ensuite permis au Botswana, à la Namibie, à l'Afrique du Sud et au Zimbabwe de vendre certains stocks de leur ivoire au Japon, totalisant plus de 150 tonnes en 1997 et 2002.

La décision a été prise en reconnaissance du fait que certaines populations d'éléphants d'Afrique australe sont en bonne santé et bien gérées.

D'autres ventes dans ces pays ont eu lieu en 1999 et 2008 et ont rapporté environ 20 millions de dollars US aux programmes de conservation de l'éléphant et de développement communautaire dans et autour des zones de répartition des éléphants.

Cependant, depuis 2008, il existe un moratoire de neuf ans ou une interdiction temporaire de la vente d'ivoire, qui devait prendre fin en 2017, mais aucun stock n'a été vendu jusqu'à présent.

Selon une déclaration publiée après le Sommet sur l'économie de la vie sauvage, les communautés locales sont « la première ligne de défense dans la protection des ressources naturelles et la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages », et devraient donc être autorisées à tirer parti de leurs ressources.

La Directrice Exécutive adjointe du Programme des Nations Unies pour l'environnement, Joyce Msuya, a déclaré que la participation des communautés locales au sommet était une étape positive dans la transition vers une économie durable de la faune sauvage pour l'Afrique.

« Lorsque les communautés vivant au plus près de la faune ont un rôle et un enjeu clairs dans la gestion de la nature, elles sont davantage incitées à la conserver », a-t-elle déclaré.

L'Afrique australe devrait lancer de nouveaux appels en faveur de la levée de l'interdiction du commerce de l'ivoire lors de la 18ème réunion de la Conférence des parties à la CITES prévue en août à Genève, en Suisse.

Le Sommet sur l'économie de la faune, qui s'est tenu sous le thème « Communautés pour la conservation, exploitation du tourisme de conservation et appui aux gouvernements », est le premier du genre sur le continent africain. □





## L'Accord entre la SADC et Interpol prêt à être signé

LA SADC ET l'Organisation internationale de la police ont finalisé et révisé un accord pour renforcer la coopération entre les deux organisations dans les domaines de l'application des lois et de la justice pénale.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que l'accord révisé est maintenant prêt à être signé.

"L'Accord contribuera à créer une plate-forme idéale pour la collaboration entre la SADC et Interpol, ainsi qu'un soutien à l'application de la loi dans la lutte contre le crime organisé transnational", a-t-elle déclaré.

L'accord révisé devrait établir un cadre de coopération policière opérationnelle entre la SADC et Interpol et déterminer les fonctions de secrétariat qui pourraient être confiées, au nom de la SADC, à l'Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique australe (SARPCCO) par le biais de son bureau régional à Harare.

En vertu de l'accord existant, signé en 2011, le bureau régional d'Interpol a contribué à la coordination des opérations

conjointes, des enquêtes conjointes et des autres activités de SARPCCO visant à prévenir et combattre la criminalité.

SARPCCO est la principale force en Afrique australe pour la prévention et la lutte contre la criminalité transfrontalière.

Créé en 1995 au Zimbabwe, il s'est imposé comme une référence en matière de

coopération policière internationale, soutenu par le Bureau régional d'Interpol à Harare, qui coordonne ses activités et ses programmes.

Les crimes prioritaires traités par SARPCCO comprennent le terrorisme; vol de véhicule à moteur; drogues et produits pharmaceutiques contrefaits; crimes économiques et

commerciaux; armes à feu et explosifs; le trafic d'or, de diamants et d'autres pierres précieuses; crimes contre les femmes et les enfants; immigrants illégaux et documents de voyage volés et perdus; la criminalité liée aux espèces sauvages et les espèces en voie de disparition; et la traite des personnes.

## Combattre le terrorisme dans la SADC

LA SADC a mis au point des mesures pour faire face aux menaces émergentes du terrorisme, qui menacent de compromettre la paix et la stabilité dans la région.

La stratégie régionale de lutte contre le terrorisme de la SADC et un plan d'action ont été présentés à la 21ème réunion du Comité Ministérielle de l'Organe de la SADC sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité tenue à Lusaka (Zambie) le 19 juillet pour examen.

La stratégie et le plan d'action devraient être transmis au Conseil des ministres de la

SADC, puis au 39ème Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC, qui doit se tenir les 17 et 18 août à Dar es-Salaam, en Tanzanie, pour approbation finale.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que le terrorisme était un sujet de grave préoccupation dans la région de la SADC et qu'il fallait donc un effort commun pour relever ce défi.

"La gravité du terrorisme, ainsi que la sophistication et la nature transfrontalière de la criminalité transnationale organisée nécessitent des efforts

communs et une collaboration étroite entre les États membres et d'autres partenaires", a-t-elle déclaré.

« Il est essentiel de continuer à collaborer pour faire face à ces menaces alarmantes. Ce n'est que par des efforts conjoints et concertés que la région sera en mesure de faire face efficacement à ces menaces. »

Le terrorisme fait généralement référence à l'utilisation de la violence délibérément aveugle comme moyen de créer la terreur parmi des masses de personnes ou la peur d'atteindre un objectif religieux ou politique.

## La paix et la sécurité, clé pour l'intégration régionale

L'AFRIQUE AUSTRALE devrait chérir la paix qui prévaut dans la plupart des zones de la région, car sans stabilité, il n'y a pas de développement économique ni d'intégration.

Le président du Comité Ministériel de l'Organe de la SADC, chargé de la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la SADC, l'honorable Joseph Malanji a déclaré cela lors de la 21ème réunion du Comité Ministériel tenue à Lusaka, en Zambie, le 19 juillet.

Malanji, Ministre zambien des Affaires étrangères, a déclaré que la région devait être félicitée pour

la création de l'Organe chargé de la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité afin de promouvoir la paix et la sécurité dans la SADC.

« Je n'ai pas besoin de trop insister sur l'importance que nous attachons à la paix et à la sécurité dans nos pays respectifs et dans la région », a-t-il déclaré.

"Ce sont des éléments essentiels nécessaires pour créer un environnement propice permettant aux États Membres d'élaborer des politiques et des stratégies communes visant à favoriser le développement économique et social dans la région de la SADC."

La Secrétaire Exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, a souscrit à l'opinion suivante: au cours de la période 2018-2019, l'Organe a jusqu'à présent observé des élections dans six États membres de la SADC.

Les six États membres sont l'Union des Comores, la République démocratique du Congo (RDC), le Royaume d'Eswatini, Madagascar, le Malawi et l'Afrique du Sud.

"Pour la RDC, le transfert historique et pacifique du pouvoir a été célébré à l'intérieur et à l'extérieur de la région, car il a marqué le début d'une nouvelle

ère de prospérité économique, de paix et de stabilité politique en RDC", a déclaré la Dr Tax.

Elle a déclaré que d'ici décembre 2019, quatre autres États membres de la SADC - le Botswana, Maurice, le Mozambique et la Namibie - devraient se rendre aux urnes.

"Nous comptons sur la bonne volonté des États membres de la SADC d'envoyer des observateurs électoraux conformément aux principes directeurs de la SADC, cela permettra à la région de rester sur sa trajectoire de consolidation de la démocratie", a-t-elle déclaré.

## Nyerere - « La Connaissance c'est le Pouvoir »

JULIUS NYERERE, qu'on a appelé affectueusement *Mwalimu* (Enseignant), a reconnu le rôle clé de la connaissance en tant que ressource stratégique pour la liberté et le développement.

En tant que Président des États de la ligne de front, il a motivé la création du Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe (SARDC) et en est devenu le Président Fondateur.

SARDC a été créé en 1985, année de son départ de la Présidence de la République-Unie de Tanzanie. Le défi à relever était la collecte et la diffusion d'informations transfrontalières et l'appui au développement de politiques régionales, à la suite de la création de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), le précurseur de la SADC, en 1980.

L'histoire a été racontée par Son Excellence Benjamin Mkapa, ancien président de la République-Unie de Tanzanie (1995-2005), qui, en tant que ministre des Affaires étrangères de M. *Mwalimu*, était un conseiller clé pour la création et le développement infantile du SARDC, qui est devenu un institut de politique régionale et un groupe de réflexion largement respectés.

Prenant la parole lors de la cérémonie d'attribution du nom du bâtiment SARDC à Harare, au Zimbabwe, dans le cadre de la Maison Julius K. Nyerere, Mkapa a déclaré qu'il était important que la SADC et le reste du continent africain valorisent et soient guidés par les idéaux et les principes de Nyerere, qui croyait que l'unité, l'intégrité et les connaissances sont essentielles au développement socio-économique.

"Vers la fin des années 1970, lorsqu'il était très clair que nous allions gagner, nous disions maintenant que le défi ne consistait pas uniquement à obtenir la liberté, mais aussi à utiliser cette liberté pour renforcer notre capacité de développement. Il faudrait maintenant les mêmes connaissances, ou davantage de connaissances, pour les diffuser plus largement et plus profondément, afin que notre

peuple puisse s'inspirer pour se développer et que nos amis puissent nous aider dans ce processus de développement.

« Et c'est ainsi que la pensée et le développement du SARDC ont été conçus », a déclaré Mkapa.

Il a rendu hommage aux directeurs fondateurs du SARDC, dont le regretté David Martin, en tant que journaliste largement respecté pour son intégrité et ses reportages factuels, et "un nationaliste au-delà des frontières, un véritable africaniste", qui a utilisé son arsenal de mots comme un combattant de la liberté.

Mkapa a exhorté la SADC et les États membres à apporter un soutien concret au SARDC, ce centre jouant un rôle important dans le suivi des progrès et la sensibilisation aux problèmes, réalisations et défis en matière de développement régional.

« J'espère que les États membres de la SADC pourront aller de l'avant pour renforcer la capacité de ce centre, mais aussi pour inciter les États membres à échanger davantage d'informations sur leurs défis en matière de développement, sur leurs stratégies de développement (et) sur leurs paradigmes de développement afin que nous puissions réellement progresser ensemble dans l'unité vers une plus grande liberté de nos peuples », a-t-il déclaré.

SARDC est un partenaire de connaissances de la SADC et dispose d'un grand répertoire d'informations régionales établi par le biais d'un Mémoire d'entente signé d'abord en 1995, qui a été révisé et élargi en 2005 et actualisé en 2015.

Donner aux bâtiments du SARDC le nom de Julius K Nyerere House faisait partie d'une initiative plus importante du conseil du SARDC visant à rendre hommage au Président Fondateur, qui comprenait la publication d'un livre intitulé *Julius Nyerere, Asante Sana. Merci Mwalimu*, qui est une compilation de ses déclarations et perspectives clés sur les questions de développement, et est bien illustré avec des photographies historiques. Le Directeur Exécutif

du SARDC, Munetsi Madakufamba, a déclaré: « Le SARDC s'efforcera de défendre les idéaux et les principes de Nyerere et de faire vivre son héritage. »

SARDC est une institution de recherche pour le développement très respectée qui apporte un soutien en termes de connaissances aux initiatives de politique régionale telles que les infrastructures, l'industrialisation, le développement énergétique, les changements climatiques, les ressources en eau, la problématique hommes-femmes et le développement, ainsi que les relations sino-africaines. SARDC

gère également un service de nouvelles régionales, *Southern African News Features*, qui propose des articles de fond sur les problèmes et les événements de développement régional en Afrique australe et sur le continent africain, accessibles sur [www.sardc.net](http://www.sardc.net) ainsi que sur le site Web de la SADC [www.sadc.int](http://www.sadc.int)

Le SARDC dispose de riches archives historiques numérisées pour un accès en ligne et collabore avec l'UNESCO pour produire des ressources documentaires sur les dimensions et les liens régionaux des mouvements de libération nationale.

Il nous a appris que « la Connaissance c'est le Pouvoir ».

### Mwalimu Nyerere honoré lors d'une cérémonie à Butiama

**MWALIMU JULIUS** Kambage Nyerere était une icône et une inspiration pour la libération de l'Afrique australe et un héros de la région, qui a obtenu l'indépendance avec son soutien et celui du peuple tanzanien.

Cela a été dit à Butiama le 29 juin 2019 lors d'une cérémonie en l'honneur du président Mwalimu Nyerere, présidée par le président du conseil d'administration du Centre de recherche et de documentation pour l'Afrique australe (SARDC), en cette année du 20e anniversaire de sa mort.

Le président du SARDC, l'Honorable Professeur Peter H. Katjavivi a déclaré que *Mwalimu* avait inspiré et soutenu une génération de leaders et de combattants de la liberté, et mobilisé un soutien matériel, diplomatique et moral au mouvement indépendantiste en Afrique australe.

L'honorable Katjavivi, Président de l'Assemblée nationale de Namibie et haut responsable du parti SWAPO, a déclaré que l'inspiration et le soutien de Mwalimu constituaient un facteur clé pour l'indépendance de son pays et des autres pays de la région.

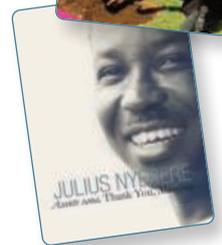
L'honorable Katjavivi a passé 27 ans en exil pendant la lutte de libération, en commençant par son arrivée en Tanzanie, puis en tant que représentant adjoint de la SWAPO en Tanzanie avant de devenir représentant en Europe.

La réunion du conseil d'administration du SARDC s'est tenue au Mwitongo Lodge à Butiama les 29 et 30 juin.

Les membres du Conseil ont été invités à une visite guidée du complexe par le fils de Mwalimu, Madaraka Nyerere, qui est également membre du conseil de SARDC.

Parmi les points forts de la visite, citons la maison familiale avec la bibliothèque personnelle de Mwalimu, le musée et le mausolée où Mwalimu Nyerere a été inhumé en octobre 1999. L'honorable Katjavivi a déposé une couronne de fleurs sur la tombe au nom du conseil d'administration et a planté un arbre sur le site.

Le SARDC est basé à la Maison Julius K. Nyerere à Harare, au Zimbabwe, et travaille dans les 16 États membres de la SADC. Les membres du conseil sont issus de différents pays et disciplines. □



## Août - Octobre 2019



## L'AFRIQUE

AUSTRALE AUJOURD'HUI

LA SADC AUJOURD'HUI Vol. 21 No 5 Août 2019



## SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

## Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,  
Gaborone, Botswana  
Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070  
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

## RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

## TRADUCTEUR

Chris Kambayi

## COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu,  
Phyllis Johnson, Nyarai Kampilipi, Kumbirai Nhongu,  
Maidei Musimwa, Tariro Sasa, Tanaka Chitsa, Monica Muteru, Raymond Ndlovu,  
Pedzisayi Munyoro, Thenjiwe Ngwenya, Ayub Blessing Moyo, Eunice Kadiki

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2019

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à [www.sardc.net](http://www.sardc.net). Connaissance pour le Développement, lié à [www.sadc.int](http://www.sadc.int)

## CONCEPT &amp; MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

## PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 [africa-news.com](http://africa-news.com), [lh3.googleusercontent.com](http://lh3.googleusercontent.com), SADC Secretariat (@twitter.com/sadc-news, [i1.wp.com](http://i1.wp.com), [upload.wikimedia.org](http://upload.wikimedia.org); P2 [www.isglobal.org](http://www.isglobal.org), [tazarasite.com](http://tazarasite.com); P4 [govandbusinessjournal.com](http://govandbusinessjournal.com), [ng.5.imimg.com](http://ng.5.imimg.com); P5 [images.jspot.com](http://images.jspot.com), [eswatini-embassy.eu](http://eswatini-embassy.eu), [cropwatch.unl.edu](http://cropwatch.unl.edu); P6 [i0.wp.com](http://i0.wp.com), [lh3.googleusercontent.com](http://lh3.googleusercontent.com), [soperveheeler.com](http://soperveheeler.com), [media.channel3000.com](http://media.channel3000.com); P7 [gauff.net](http://gauff.net), [cconline.com](http://cconline.com); P8 [i0.wp.com](http://i0.wp.com), [mbukuzihuru.files.wordpress.com](http://mbukuzihuru.files.wordpress.com), [scontent-yyz1-1.cdninstagram.com](http://scontent-yyz1-1.cdninstagram.com); P9 [dfcufinancial.com](http://dfcufinancial.com), [africa.cgtm.com](http://africa.cgtm.com), [cs.mg.co.za](http://cs.mg.co.za); P10 [business-humanrights.org](http://business-humanrights.org), [img.bulawayo24.com](http://img.bulawayo24.com), [kachwanya.com](http://kachwanya.com), [P13.1.bp.blogspot.com](http://P13.1.bp.blogspot.com), [i1.wp.com](http://i1.wp.com), [pbs.twimg.com](http://pbs.twimg.com), [upload.wikimedia.org](http://upload.wikimedia.org), [e3.365.dm.com](http://e3.365.dm.com)

## Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Courriel: [sadctoday@sardc.net](mailto:sadctoday@sardc.net)

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe  
Tel +263 242 791 141



sardc.net



@sardc.net

Austrian  
Development Cooperation

Ce document est produit par la SARDC dans le cadre d'un projet réalisé avec le financement de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/la Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement /la Corporation Autrichienne de Développement



Août

5-9, Tanzanie

## Semaine de l'industrialisation de la SADC 2019

L'événement a pour objectif de populariser la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC approuvée en 2015. Maintenant dans sa quatrième année, l'événement comprend une conférence de haut niveau pour débattre des moyens de faire progresser le programme d'industrialisation, ainsi qu'une exposition permettant aux différentes parties prenantes d'entrer en contact et de réseauter.

7-10, Zimbabwe,

## Assemblée générale annuelle de l'Association des Avocats de la SADC

Les avocats des États membres de la SADC se rencontreront pour discuter du rôle de la profession juridique dans la promotion de l'intégration économique régionale et du développement des infrastructures, et dans la structuration des Partenariats Public-Privé. Ils exploreront le thème du 39ème Sommet de la SADC et débattront des moyens de renforcer l'état de droit et la bonne gouvernance dans la région de la SADC.

8-19, Tanzanie

## 39ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC

Les leaders de la SADC se rencontreront lors de leur Sommet annuel pour discuter de questions visant à faire avancer l'intégration et le développement régional. Le sommet, qui se tiendra les 17 et 18 août, est précédé de réunions de Hauts Fonctionnaires et du Conseil des Ministres. Thème du Sommet - *Un environnement propice au développement industriel inclusif et durable, à l'augmentation des échanges intra régionaux et à la création d'emplois.*

28-30, Angola

## Forum régional sur les perspectives climatiques en Afrique australe

Les experts climatiques des États membres de la SADC se réuniront pour examiner les perspectives climatiques régionales, en utilisant des indicateurs de précipitations saisonnières pour produire une prévision régionale pour la saison des pluies 2019/20.

26-30, RDC

## 53ème Réunion du Comité de gestion du SAPP

La réunion rassemble les dirigeants des compagnies d'électricité et des représentants des gouvernements des 12 États membres du Pool d'énergie de l'Afrique australe (SAPP) pour discuter des questions de gestion clés liées au réseau électrique régional et à l'approvisionnement énergétique régional.

Septembre

17-30, États Unis d'Amérique

## 74ème Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies

La 74ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies a lieu au siège des Nations Unies à New York. L'ordre du jour de l'Assemblée générale comprend le débat général, qui est l'occasion pour les leaders mondiaux de débattre de questions mondiales. L'Assemblée générale est le principal organe de représentation et d'élaboration des politiques des Nations Unies.

24-25, États Unis d'Amérique

## Sommet sur les Objectifs de Développement Durable

Les Chefs d'État et de Gouvernement se réuniront au siège des Nations Unies à New York pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des 17 Objectifs de Développement Durable

TBA, Botswana

## Réunion du Groupe Thématique sur l'Énergie

Le groupe thématique sur l'énergie (ETG) est une réunion de coordination de la SADC et de ses organisations subsidiaires avec des partenaires de coopération et des experts pour examiner la situation énergétique dans la région.

TBA, Botswana

## Réunion du Groupe de Référence Stratégique sur l'Eau de la SADC

Le groupe de référence stratégique sur l'eau de la SADC (WSRG) se réunira à Gaborone, au Botswana, pour examiner des questions pertinentes concernant le secteur de l'eau. Le WSRG est un forum de collaboration des parties prenantes dans le développement et la conservation du secteur de l'eau en Afrique australe.

Octobre

15, Mozambique

## Mozambique Élections

Le Mozambique organisera des élections présidentielle, législatives et provinciales le 15 octobre 2019. Les dernières élections présidentielle, parlementaires et provinciales ont eu lieu en 2014.

TBA, Botswana

## Botswana Élections

Les Batswanas se rendront aux urnes en octobre pour choisir des représentants des parlements et des gouvernements locaux lors d'élections qui devraient être étroitement contestées. La date n'a pas encore été annoncée.

## Se souvenir de la contribution de Nyerere à l'intégration régionale de la SADC



« Que chacun de nous, dans ses différentes capacités, commence à travailler et à travailler ensemble, de manière cohérente, pour l'unité de l'Afrique, la paix de l'Afrique et le respect de soi-même de l'Afrique.

Le travail ne sera ni facile ni rapide. Mais il peut être fait. Il faut le faire. C'est votre devoir de le faire. Travaillez, planifiez, faites campagne et agissez pour l'Unité africaine. »

**JULIUS KAMBARAGE** Nyerere occupe une place particulière dans les cœurs et les esprits des peuples d'Afrique, et plus particulièrement de l'Afrique australe, en tant que symbole de la liberté.

Il a pleinement soutenu la libération du continent de la domination coloniale, après avoir obtenu son indépendance en 1961 dans son pays, alors appelé Tanganyika.

La priorité de la nation nouvellement indépendante et de son Premier Ministre de l'époque était le développement national, mais il considérait cela comme impossible à réaliser sans l'indépendance des États voisins.

Julius Nyerere était le père de la libération de l'Afrique australe et l'un des pères fondateurs de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

*Mwalimu* Nyerere a poursuivi les idéaux de libération, de démocratie et d'humanité commune sur le reste du continent et, avec les leaders des quelques autres pays africains qui étaient indépendants en 1963, a créé l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui est devenue plus tard l'Union Africaine.

L'objectif principal était la libération politique pour le reste du continent. Le Comité de Libération de l'OUA, leur outil pour y parvenir, a été accueilli par la Tanzanie et la plupart des mouvements de libération y étaient basés à un moment ou à un autre. Il a ensuite entrepris de mettre sur pied la Communauté de l'Afrique de l'Est, puis la SADC. Aucun des pays qui composent aujourd'hui la SADC n'était indépendant à l'époque, les suivants étant le Malawi et la Zambie en 1964.

*Mwalimu* signifie enseignant en kiswahili et il a enseigné beaucoup de choses aux peuples de son pays et du continent, en mettant l'accent sur la liberté et l'unité - Uhuru na Umoja.

Il a recherché l'unité chez lui en facilitant l'union du Tanganyika et de Zanzibar pour qu'elle devienne la République-Unie de Tanzanie.

Il a accueilli le Comité de libération de l'OUA dans le cadre de la sécurité de la Tanzanie afin de soutenir la décolonisation restante du continent, notamment en soutenant les pays qui devaient utiliser des armes pour la libération dans les années 1960, 1970 et 1980.

À sa mort, il y a 20 ans, lors de ses funérailles, il avait été déclaré: « Il a porté le flambeau qui a libéré l'Afrique ».

Il fut le premier Président des États de la ligne de front à soutenir la résistance au colonialisme sur le continent et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud.

Les leaders de la Tanzanie, de la Zambie et du Botswana ont formé les États de la ligne de front en 1974 en vue de travailler ensemble dans un front uni pour la sécurité commune et le règne de la majorité dans les pays voisins, sous la présidence de Nyerere, et c'était un précurseur de l'Organe coopération en matière de sécurité, de politique et de Défense de la SADC.

Les changements politiques survenus en Namibie et en Afrique du Sud en 1990 et 1994 à la suite de l'affrontement militaire à Quito Cuanavale, dans le sud de l'Angola, ont modifié le visage et l'avenir du continent africain et ont achevé les travaux du Comité de libération de l'OUA, mais le développement socio-économique demeure une vision.

La contribution de la République-Unie de Tanzanie à la libération de l'Afrique australe n'est pas bien connue ni quantifiée, en espèces, en vies humaines et en retard de développement.

Bien que ce soit le leadership de Nyerere qui ait mobilisé toute une nation derrière cette vision, il ne s'agissait pas d'une réalisation d'une seule personne, car les Tanzaniens, qu'ils soient ruraux ou urbains, contribuaient chacun à quelques shillings en soutien de peuple à peuple, même s'ils ne disposaient pas de ressources supplémentaires eux-mêmes.

Né à Butiama le 13 avril 1922, dans l'Afrique de l'Est allemande à l'époque, Mwalimu Julius Kambarage Nyerere est décédé le 14 octobre 1999, laissant derrière lui une région libre et indépendante. □



**"Tous les êtres humains sont égaux, et l'Afrique est une."**  
Mwalimu Julius Kambarage Nyerere

Lorsqu'il a rédigé la constitution de son parti politique de libération, l'Union nationale africaine du Tanganyika (TANU), il y a inclus cette déclaration dans le premier article. Avant l'indépendance, il a dit au Conseil législatif,

« Nous, le peuple du Tanganyika, aimerions allumer une bougie et la placer au sommet du Kilimandjaro, ce qui brillerait derrière nos frontières et donnerait de l'espoir là où il y aurait du désespoir, de l'amour là où il y avait de la haine et de la dignité là où il n'y avait que de l'humiliation. »

Et dans la nuit du 9 décembre 1961, une équipe de grimpeurs a planté un flambeau et un drapeau au sommet de la plus haute montagne d'Afrique, le Mont Kilimandjaro, la plus haute montagne libre du monde. À Dar es-Salaam, les lumières se sont éteintes dans le stade à minuit et dans l'obscurité, le drapeau britannique « Union Jack » a été abaissé et le nouveau drapeau de l'indépendance hissé. Les lumières se sont allumées et le stade a éclaté sous les applaudissements de « Uhuru »... **La liberté**... qui a résonné dans tout le sous-continent pendant les 30 prochaines années.

### JOUR FÉRIES DANS LA SADC

Août - Octobre 2019

1 <sup>er</sup> août	Fête des parents	RDC
3 août	Fête des agriculteurs	Zambie
8 août	Nane Nane Journée paysanne	Tanzanie
9 août	Journée de la femme	Afrique du Sud
12 août	Eid al Adha	Comoros, Tanzanie
12 août	Fête des Héros	Zimbabwe
13 août	Fête des Forces de défense	Zimbabwe
15 août	Fête de l'Ascension	Madagascar, Seychelles
17 août	Journée de la SADC*	Tous
26 août	Fête des Héros	Namibie
2 septembre	Umlhanga La Danse des Roseaux	Eswatini
3 septembre	Ganesh Chaturthi	Maurice
6 septembre	Somhlolo Day / Jour de l'Indépendance	Eswatini
7 septembre	Jour de la Victoire	Mozambique
9 septembre	Papal Jour férié	Maurice
17 septembre	Journée nationale des Héros	Angola
24 septembre	Fête du patrimoine	Afrique du Sud
25 septembre	Journée des forces armées	Mozambique
30 septembre	Journée du Botswana	Botswana
4 octobre	Jour férié	Lesotho
4 octobre	Journée de la paix et de la réconciliation nationale	Mozambique
14 octobre	Journée Mwalimu Julius Nyerere	Tanzanie
15 octobre	La Fête des Mères	Malawi
18 octobre	Journée nationale de prière	Zambie
24 octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
27 octobre	Diwali	Maurice

\* La Journée de la SADC n'est pas un jour férié mais une commémoration de la signature du Traité de la SADC le 17 août 1992